



INSTRUCTION N° 000 12 /CCAA/DG/DSA/SAE DU 26 FEV 2014

Relative à la mise en place d'un système de gestion de la sécurité  
par les exploitants d'aérodrome

A- GENERALITES

L'article 6 de l'arrêté N°0001545/MINT du 15 novembre 2006 fixant les conditions de certification des aérodromes stipule que l'Autorité Aeronautique, avant de délivrer un certificat d'aérodrome, doit s'assurer que :

- le postulant et son personnel possèdent les compétences et l'expérience nécessaire pour exploiter l'aérodrome et en assurer la maintenance comme il convient ;
- Le manuel d'aérodrome accompagnant la demande contient toutes les informations pertinentes ;
- Les installations, les services et l'équipement d'aérodrome sont en conformité avec les dispositions réglementaires ;
- Les procédures d'exploitation d'aérodrome assurent de façon satisfaisante la sécurité des aéronefs ;
- Un système acceptable de gestion de la sécurité est mis en place à l'aérodrome.

L'arrêté ci-dessus visé fixe également en son article 18 la structure du manuel d'aérodrome, notamment la cinquième partie relative au 'système de gestion de la sécurité'.

Conformément à cet arrêté, l'exigence de mise en place d'un système de gestion de la sécurité (SGS) s'applique ainsi à tous les exploitants aérodromes qui ont obligation de détenir un certificat d'aérodrome.

Un « système de gestion de la sécurité » est, selon la réglementation nationale, un ensemble, structuré et organisé, de moyens, de procédures et de procédés, visant à assurer en toute sécurité et conformément aux normes en vigueur, l'aménagement, le fonctionnement et l'usage des équipements, biens et services aéroportuaires nécessaires à la circulation des aéronefs dont la gestion incombe à l'exploitant d'aérodrome.

A travers la mise en œuvre d'un SGS, l'exploitant d'aérodrome doit démontrer à l'Autorité Aeronautique qu'il assure la sécurité de l'aménagement, du fonctionnement et de l'usage des équipements, biens et services aéroportuaires nécessaires à la circulation des aéronefs, dont la gestion lui incombe.

Ainsi, il définit la politique de sécurité qu'il conduit pour atteindre les objectifs de sécurité qu'il s'est fixés, s'assure que les risques sont gérés de manière adéquate et veille à la promotion de la sécurité.

## **B- PRINCIPES GENERAUX DE MISE EN PLACE D'UN SGS**

1- La présente instruction fixe les principes généraux auxquels doivent répondre les systèmes de gestion de la sécurité prévus par les articles 6 et 18 de l'arrêté N°0001545/MINT du 15 novembre 2006 fixant les conditions de certification des aérodromes.

Il s'applique aux exploitants des aérodromes qui ont obligation de détenir un certificat d'aérodrome.

2- Au sens de la présente Instruction, on entend par « système de gestion de la sécurité » un ensemble, structuré et organisé, de moyens, de procédures et de procédés visant à assurer en toute sécurité et conformément aux normes en vigueur l'aménagement, le fonctionnement et l'usage des équipements, biens et services aéroportuaires nécessaires à la circulation des aéronefs dont la gestion incombe à l'exploitant d'aérodrome.

3- Le système de gestion de la sécurité assure une approche formalisée et explicite de la gestion de la sécurité qui :

– repose sur une déclaration de politique générale en matière de gestion de la sécurité, cette dernière définissant l'approche fondamentale de l'exploitant d'aérodrome dans ce domaine ;

– anticipe d'une manière active et continue les événements redoutés au regard de la sécurité, en mettant en place des procédés d'identification des dangers potentiels, des techniques de gestion des risques et une surveillance adaptée.

Le système de gestion de la sécurité permet à l'exploitant d'aérodrome de s'assurer que la plus haute priorité est donnée à la réduction du risque et à ce que les installations, les services et les équipements de l'aérodrome, ainsi que les procédures d'exploitation, ne contribuent pas à un accident d'aéronef, ou en occasionnent, ou en aggravent les conséquences.

4- L'exploitant d'aérodrome doit désigner un dirigeant responsable pour l'aérodrome. Celui-ci définit et met en œuvre la politique générale en matière de gestion de la sécurité. Il a également le pouvoir de s'assurer que toutes les opérations et toutes les activités liées à l'exploitation de l'aérodrome peuvent être financées et mises en œuvre selon les exigences réglementaires.

5- L'exploitant d'aérodrome doit identifier une fonction au sein de son organisation spécifiquement chargée de développer et de maintenir le système de gestion de la sécurité et qui rend compte directement au dirigeant responsable. Cette fonction est indépendante de l'encadrement opérationnel. Dans le cas d'une organisation dont la taille ne le permet pas, l'exploitant d'aérodrome s'assure que les dispositions prises en matière d'assurance de la sécurité sont complétées par des moyens indépendants de l'encadrement opérationnel.

6- L'exploitant d'aérodrome doit définir clairement, pour ses employés et ses structures, les missions et lignes de responsabilité en matière de sécurité. Il doit s'assurer que ses employés ont pleinement conscience des rôles qui leur sont attribués dans ce domaine.

7- L'exploitant d'aérodrome doit s'assurer que son personnel est suffisamment formé et compétent pour effectuer les missions dont il a la charge.

8- L'exploitant d'aérodrome doit s'assurer que l'ensemble de son personnel s'implique dans la gestion et la promotion de la sécurité de l'aérodrome. Il organise des actions de sensibilisation à la sécurité de l'exploitation de l'aérodrome

9- L'exploitant d'aérodrome doit s'assurer que son personnel, pour tout ce qui le concerne, dispose de la documentation à jour relative à l'exploitation de l'aérodrome.

10- L'exploitant d'aérodrome doit assurer la mise à disposition auprès des tiers intervenant sur l'aérodrome de la documentation à jour concernant l'exploitation de l'aérodrome pour tout ce qui les concerne.

11- L'exploitant d'aérodrome doit s'assurer que son système de gestion de la sécurité est systématiquement documenté. Il enregistre toutes les informations permettant de s'assurer du bon fonctionnement du système de gestion de la sécurité.

12- L'exploitant d'aérodrome doit s'assurer que les modifications liées à l'exploitation de l'aérodrome sont évaluées au regard de l'impact qu'elles peuvent avoir sur la sécurité. En fonction de ces évaluations, il prend les mesures appropriées et s'assure qu'un retour d'expérience lié à ces mesures est effectué.

13- L'exploitant d'aérodrome doit mettre en place un système de recueil et d'analyse d'événements susceptibles d'avoir un impact sur la sécurité. Il doit s'assurer que tous les événements qu'il juge susceptibles d'avoir des incidences significatives sur la sécurité sont analysés sans délai. Il prend en fonction de ces analyses les mesures correctives qui s'imposent et s'assure qu'un retour d'expérience lié à ces mesures est effectué.

14- Les activités des tiers agissant pour le compte de l'exploitant d'aérodrome doivent être soumises aux dispositions du système de gestion de la sécurité de l'exploitant sur l'aérodrome. L'exploitant d'aérodrome s'en assure en prenant les mesures appropriées, notamment en le prévoyant expressément dans les documents contractuels.

15- Dans un but d'amélioration de la sécurité, l'exploitant d'aérodrome intègre de manière formelle la coordination entre les actions qu'il mène et celles menées par des tiers intervenant sur l'aérodrome, à l'exception de ceux visés au point 14. Le système de gestion de la sécurité de l'exploitant d'aérodrome est, le cas échéant, formellement coordonné avec les autres systèmes existants de gestion de la sécurité mis en place par des tiers sur l'aérodrome.

16- L'exploitant d'aérodrome doit définir des objectifs d'amélioration de la sécurité pour son aérodrome. Il définit et suit les indicateurs permettant de vérifier l'atteinte de ces objectifs et de détecter toute évolution négative pour la sécurité. Il prend les mesures appropriées pour remédier à toute évolution négative et atteindre les objectifs définis qui s'imposent et s'assure qu'un retour d'expérience lié à ces mesures est effectué.

17- L'exploitant d'aérodrome, sauf dans le cas où la taille de son organisation ne le permet pas, doit procéder régulièrement à des audits internes afin d'assurer que les éléments du système de gestion de la sécurité sont bien mis en œuvre. Il prend alors les mesures correctives appropriées qui s'imposent pour la bonne mise en œuvre de ces éléments et s'assure qu'un retour d'expérience lié à ces mesures est effectué.

18- L'exploitant d'aérodrome doit procéder régulièrement à des revues de sécurité internes afin d'évaluer le fonctionnement du système de gestion de la sécurité. Il prend alors les mesures correctives et préventives qui s'imposent et s'assure qu'un retour d'expérience lié à ces mesures est effectué.

19- L'exploitant d'aérodrome met en place un comité de sécurité qui examine tous les aspects relevant de la sécurité de l'aérodrome et propose les mesures d'amélioration de la sécurité et les méthodes de suivi de ces mesures. Ce comité est composé des représentants des différents intervenants susceptibles d'avoir un impact sur la sécurité de l'aérodrome. Les mesures mises en œuvre par l'exploitant d'aérodrome, à la suite de ces propositions, font l'objet par celui-ci d'un retour d'expérience.

20- L'exploitant d'aérodrome doit diffuser à tout niveau de son organisation et aux tiers concernés les enseignements relatifs à la sécurité sur l'aérodrome, dont les enquêtes sur les événements liés à la sécurité.

Fait à Yaoundé le 26 FEV 2014



The image shows a circular official seal of the Cameroon Civil Aviation Authority (CCAA) in pink ink. The seal contains the text: "REPUBLIQUE DU CAMEROUN", "REPUBLIC OF CAMEROON", "Le Directeur Général", "CAMEROON CIVIL AVIATION AUTHORITY", and "AUTORITE AERONAUTIQUE". To the right of the seal is a handwritten signature in black ink, which appears to be "Pierre Tankam". Below the signature, the name "Pierre Tankam" is printed in pink, followed by "Ingénieur Hors Echelle" also in pink.